

ICI et ailleurs

"L'arme alimentaire , les plus pauvres et les agriculteurs face à cette réalité".

Cadre de cette réflexion.

L' organisation Nature et Progrès nous invite à partager nos réflexions dans le cadre de leurs travaux sur l'alimentation.

A l'occasion de cette journée thématique sur l'accès à une alimentation saine accessible à tous , mon intervention se base sur les points de vue et les analyses construites collectivement par les plus pauvres .

Le texte qui suit reprend des éléments dont mon intervention à cette rencontre s'inspire. Le lecteur y trouve des liens qui permettent d'accéder directement aux publications diffusées par LST.

Avant de parler d'une alimentation saine accessible à tous, il semble essentiel d'aborder quelques éléments importants de l'existence des pauvres. S'il est question de reconnaître le pauvre comme partenaire pour mettre en œuvre un monde plus humain, il faut avant nécessairement "connaître" avant de prétendre reconnaître.

C'est à ce niveau que mon intervention tentera de vous partager certains éléments.

Espérant que ces premiers partages seront l'occasion de partenariats plus durables..

C'est volontairement que je parlerai peu de "l'oppression" vécue par une majorité des cultivateurs et agriculteurs. Sans doute qu 'une approche des mécanismes d'oppression vécus par les plus pauvres permettra de faire les liens vers des causes semblables.

1. Présentation du point de vue d'où je parle.

Mes racines personnelles sont à la base d'un encrage "durable" dans une histoire collective, de recherche de libération de l'humain.

1.1. Le mouvement LST sur base de notre site.

Dire en quelques lignes les moments importants qui marquent l'histoire du mouvement LST, n'est pas chose facile.

- Durant les années septante, un groupe de personnes crée un « Pivot culturel » dans le quartier de la rue des Brasseurs à Namur. A la même époque (1974), quelques-uns se rassemblent avec des personnes et des familles qui vivent au « 55 » [1]. Leurs énergies se concentrent sur le développement de solidarités et le rassemblement de personnes qui vivent des situations de grande pauvreté dans différents quartiers de Namur.

Ces personnes sont les pionnières du mouvement LST que nous continuons aujourd'hui.

- En 1978, les premières rencontres des Caves se

documents

- charte fondatrice de LST asbl et TROC asbl (Temps de Recherche pour des Outils Conviviaux) (1982)
- charte fondatrice du mouvement LST ("charte de Malonne"), approuvée par l'Assemblée des militants(18 février 1995)
- Lutte solidaire depuis vingt ans (Le Soir, 31-01-2004)

plus d'info

- contactez-nous à LST Ciney-Marche-Bastogne, LST Andenne ou LST Namur

déroulent et on y cherche des moyens d'agir ensemble pour résister à la misère. Nous développons dès 1979 des liens de collaboration avec le mouvement ATD Quart-Monde.

- Début des années 80, nous écrivons avec quelques militants un document qui définit nos options de base et les choix de solidarité avec les travailleurs les plus pauvres. C'est la « *Charte* » (1982) qui deviendra le document de base tant de l'asbl LST que de l'asbl *Temps de Recherche pour des Outils Conviviaux* (TROC). Nous mettons également en 1980 sur pied un lieu d'accueil et de formation à l'action collective [2] dans des bâtiments de Bomel (« L'Horloge ») que nous devrons quitter quelques années plus tard (1985).
- Après ces années d'action en « association de fait », nous décidons de prendre un statut d'asbl et de nous donner un nom (1983) : *Luttes Solidarités Travail* (LST). Découvrez le sens de cette appellation. Nous rachetons à bas prix le bâtiment du 64, rue Pépin, que nous réhabilitons petit à petit. Des amis, impliqués dans d'autres réalités, nous rejoignent au moment de la constitution de l'asbl et des liens se tissent avec d'autres régions : Dinant, Couvin...
- Nous obtenons une reconnaissance comme Centre d'Expression et de Créativité (CEC) (1980), ce qui nous apporte, de la part de la Communauté française, une subvention de fonctionnement pour les activités que nous développons. En 1994, nous obtenons une reconnaissance comme mouvement d'éducation permanente des adultes.
- Début des années 90, les différentes locales à Andenne, Ciney-Marche et Namur se mobilisent pour mettre sur pied une Fédération qui regroupe les divers pôles d'action militante agissant dans le cadre du mouvement LST (qui se donne une charte en 1995).
- A partir de 1992, nous participons à l'élaboration du premier Rapport Général sur la Pauvreté commandé par le Gouvernement fédéral (publié en 1994). Depuis lors, divers groupes de militants participent avec les membres d'autres associations au suivi politique de ce rapport.
- Depuis plusieurs années, nous sommes partenaires de différents lieux de réflexion et d'action tant aux niveaux communal et régional que fédéral.

Conclusion

Depuis les années '70, c'est le droit d'association des travailleurs les plus pauvres que nous construisons. Et dès le jour où nous avons choisi un nom, LST, il a eu pour nous une grande signification :

Luttes, car, pour vivre, les travailleurs les plus pauvres luttent tous les jours pour résister à la misère.
Généralement cette réalité des plus pauvres est niée.

Solidarités, car c'est la seule force qui nous permet de faire reculer l'extrême pauvreté et surtout d'aller au-delà des divisions produites par la misère.

Travail, car nous sommes des travailleurs même si nous sommes relégués dans le chômage et



une vue du dortoir du « 55 » fin des années 70, à Namur

l'assistance, même si nos métiers pour survivre ne sont pas reconnus, et surtout car nos luttes sont utiles pour l'ensemble de la société et constituent un « travail utile », même si cela ne se fait pas dans le cadre d'un « emploi ».

[1] Le « 55 » était un lieu d'accueil à Namur comprenant plusieurs immeubles, des terrains avec des caravanes, des dortoirs, au boulevard d'Herbatte à Namur. Il y avait parmi les immeubles le N° 55. Dans ce lieu créé et animé par l'abbé Gendebien vivaient de nombreuses personnes dont des familles parmi les plus pauvres. Fin des années septante et début des années quatre-vingts cette institution s'est réorganisée et fermait les bâtiments du boulevard d'Herbatte. A la démolition il restait près d'une centaine de personnes qui ne retrouvaient pas de logement. De 1979 à 1982, nous avons décidé d'occuper des immeubles abandonnés pour retrouver un logement.

[2] Le lieu de formation à l'action collective est alors transféré à « La Caracole » à La Plante (Namur). Les militants de LST qui portent cette démarche créent l'asbl TROC (Temps pour la Recherche d'Outils Conviviaux), dont l'objectif premier est de développer des moyens de formation et d'action collective enracinés dans les luttes des plus pauvres.

-Les plus pauvres aujourd'hui et hier à la fois acteurs de l' histoire et "oubliés" de l'histoire.

-Comme le montre l'histoire, les pauvres constituent une population sur qui repose un grand nombre de projets, progrès ou changements.

Comme rappelle Philippe Sassier dans un ouvrage " Du bon usage des pauvres"¹ , il s'agit bien là de l'histoire d'un thème politique.

D'autres auteurs rappellent les luttes de résistance à la misère depuis des siècles par des opprimés, à différentes époques, sur tous les continents . Les réponses à la pauvreté données par les sociétés sont liées à des modes de pensée dominants qui varient en fonction du lieu et de l'époque.

A certaines époques les pauvres sont valorisés. C'est le cas par exemple dans un "Occident" particulièrement religieux. Quelques siècles plus tard , on assiste à des répressions des pauvres: l'enfermement, la torture pour faire entrer le goût de travail, la relégation...les colonies agricoles...

Actuellement, certains analysent aussi la pauvreté dans nos sociétés d'abondance, dans un monde qui vante la gloire des marchés, la liberté d'accaparer et d'affamer. Nous sommes face à une organisation imposée à la planète dont les fondements profondément inégalitaires produisent d'un côté une misère pour une multitude d' humains et de l'autre ,le droit pour certains de s'accaparer les fruits que l'activité humaine produits ainsi que ce que la nature met en principe à la disposition de tous.

Pour nous, si "la misère est une violation des droits humains"², ce qui permet l'accaparement par certains en constitue une cause actuelle de premier ordre .

Majid Rahnema³ , visite l'histoire et nos sociétés actuelles pour montrer comment nos sociétés génèrent des pratiques qui transforment une multitude de pauvres en misérables. Son approche renforce les constats que nous mettons en évidence depuis de nombreuses années à propos du rôle "opresseur" d' un grand nombre d'institution mandatées dans le cadre de la gestion des pauvretés . Des institutions qui prétendent promouvoir l'autonomie et la créativité des individus sont brusquement démasquées avec leurs effets répressifs .

1 Du bon usage des pauvres Ph. Sassier Fayard 1990

2 Extrait des paroles écrites sur les dalles posées en l'honneur des victimes de la misère. Joseph Wrésinski ATD Quart-Monde.

3 Quand la misère chasse la pauvreté , Majid Rahmena, Fayard-Essai-Babel 2003 .
Voir aussi du même auteur " La puissance des pauvres". Acte Sud 2008

"L' ascenseur social" est en panne disent certains. Mais de notre point de vue cet ascenseur a-t-il vraiment existé sinon comme un "miroir aux alouettes".

1-2. Des visions qui s'opposent.

1. La face sud, chaude parce que elle est dans une tension humaine permanente, dans une créativité "impertinente."

Avant d'entrer dans cette réflexion il me semble important de situer le point de vue particulier duquel nous construisons nos réflexions. Les réflexions qui suivent portent sur une série d' options qui constituent pour nous des évidences.

Je vous en livre quelques unes qui sont nécessaires pour découvrir notre cheminement.

-Etre pauvre dans une société inégalitaire ne signifie pas qu' on est exclu de cette société. Au contraire , le pauvre y est profondément "inclus". Malheureusement il est dans le plateau de la balance le plus défavorable.

-Quel sens donné aux mots exclusion, politiques d'inclusion etc...si on considère une telle évidence .

- Les plus pauvres sont les premiers acteurs à lutter contre la pauvreté. Nous sommes témoins de longue date , des résistances à la misère développées par tant de personnes et de familles.

- Des institutions sont mandatées pour développer des actions qui produisent "l'incapacité " des pauvres.

-Généralement, les résistances à la misère développées par les plus pauvres ne sont pas reconnues. Au contraire, elles sont souvent sources de mépris tant de la part des services sociaux que de la population en général.

-Les résistances à la misère développées par les plus pauvres sont réprimées .

"On " les juge impertinentes.

-Les résistances à la misère développées par les plus pauvres **sont toujours pertinentes** par rapport à leur histoire mais **rarement efficaces**. (exemple refuser l'entrée à un service social pour éviter un éventuel placement des enfants provoquera une intervention plus "musclée" qui risque fort de déboucher sur des placements).

-Ces répressions aboutissent à une "criminalisation" de divers aspects de la vie des pauvres.

-Reconnaître et partir de cette pertinence est indispensable pour entrer ensemble dans des recherches et des actions libératrices.

ETC

2. La face Nord, celle des institutions, des réglementations, des mandats....

Volontairement je la place au nord pour sa froideur mais aussi pour ses contradictions.C'est la face de la gestion des inégalités et donc des pauvretés. Souvent les institutions exigent des plus pauvres des comportements contradictoires liés aux mandats dont elles sont porteuses.

-Le "paradoxe du Frigo" réflexion d'une maman reprise dans le livre réalisé par LST "La dignité parlons en".

Si un service social de la protection de la jeunesse annonce sa visite dans une famille c'est nécessaire que les armoires et le frigo soient remplis de nourriture.

Si c'est un service social du CPAS pour qui vient contrôler suite à une demande d'aide, sans doute que l'absence de réserves sera un signe "d'indigence" pour obtenir l'aide nécessaire.

-Les risques sont grands dans chaque situation si on ne se coule pas "au rôle" que l'institution "impose" au pauvre. (L'arme alimentaire)

- Les initiatives créatrices qui sont réprimées.

Des personnes "isolées" qui bénéficient du RIS et qui habitent dans un immeuble avec multiples habitations, chambres, studios,, et un lieu commun pour faire la cuisine devront éviter de préparer leurs repas ensemble. S'ils préparent et prennent leur repas ensemble, sur base d'une créativité solidaire autonome ils seront pénalisés. Ils seront considérés comme des cohabitants et le RIS sera diminué. S'ils se rendent chaque jour ensemble dans un resto social et qu'ils y mangent à la même table ils resteront des isolés .

Une telle contradiction répond au cadre de la loi sur le RIS.

-Le discours des CPAS met en permanence l'autonomie comme objectif.

-L'aide alimentaire qui "tue".

Si parfois les risques sont bien réels en terme de santé physique vu l'état ou l'origine des denrées alimentaires distribuées à travers les différents réseaux qui organisent cette aide alimentaire c'est d'une autre "extermination" dont je parle.

L'histoire de Marie Jeanne .

Maman d'un enfant très handicapé Marie Jeanne se demande comment elle pourra aller au Resto du coeur pour manger. Voyant son désarroi je lui demande si elle n'avait plus rien pour faire un repas. En y regardant de plus près ensemble on se rend compte qu'il y a de quoi préparer plusieurs repas. Par cette habitude , devenue nécessité de prendre ses repas au resto du coeur elle en perdait un réflexe essentiel.

-L'arme alimentaire.

-Le pouvoir d'accorder une aide, de la maintenir ou de la supprimer produit les effets de l'arme alimentaire . Cette arme s'apparente parfois à de la torture, de la barbarie.

Voir, entre autres, le témoignage d'une maman exclue du droit aux allocations de chômage à huit mois de grossesse d'un 6ème enfant.

-Bonjour mon bébé. La main dans la Main.

-Du droit à un minimum de moyen d'existence à l'aide alimentaire en nature.

Evolution de la loi du MINIMEX vers le RIS en 2004.

Un accès à une alimentation durable pour tous.

LST sécurité d'existence pour tous.

LST. 17 octobre 2013

Extrait de:

La Sécurité d'existence pour tous

La Sécurité d'existence, c'est avant tout savoir sur qui, sur quoi on peut compter. Les plus

pauvres mettent en avant l'importance des solidarités proches, de la famille, d'amis... Quotidiennement ces solidarités sont pourtant sévèrement sanctionnées. Les exemples sont nombreux dans tous les domaines. Pour ne prendre que celui de l'accès au logement, si on est chômeur ou bénéficiaire du revenu d'insertion, héberger quelqu'un chez soi, c'est devenir cohabitant et prendre le risque de perdre une partie de ses droits vitaux...

La Sécurité d'existence c'est aussi : disposer d'un logement décent et adapté à la famille. Disposer de revenus suffisants pour faire vivre sa famille dans des conditions décentes. Pouvoir accéder aux soins de santé. Savoir sur qui, sur quoi on peut compter. Pouvoir faire appel à ses propres ressources. Ne pas être continuellement contrôlé et sanctionné dans tout ce qu'on met en place quotidiennement pour résister à la misère. Pouvoir refuser d'être relégué dans l'assistance. Pouvoir refuser que l'on prenne les décisions à notre place.

De très nombreux faits de vie rappellent quotidiennement que les plus pauvres sont contraints de vivre dans une profonde insécurité à tous les niveaux : famille, logement, santé, revenus...

« Nous nous sommes tournés vers des solutions de solidarité de proximité en allant vivre chez des amis.

Pourtant, nous savons tous que ces hébergements en solidarité sont pénalisés par diverses législations dont tout ce qui réglemente la 'cohabitation' pour les allocataires sociaux. »

Ce qui inquiète et interpelle encore davantage c'est que pour un grand nombre, cette insécurité d'existence ne cesse d'augmenter et devient un état permanent.

Cela n'est pas le fruit du hasard mais le résultat de l'évolution d'une société qui se développe sur des bases toujours plus inégalitaires.

La concurrence entre les hommes est présente à tous les niveaux. Elle contribue à renforcer les inégalités en imposant partout le règne du mérite et non de la satisfaction des besoins. Elle contribue de la sorte à imposer dans l'opinion publique le postulat que les plus pauvres sont responsables de leur sort, qu'ils sont inutiles et souvent profiteurs. Cela entraîne une banalisation extrême de la grande pauvreté.

Ces évolutions influencent également les cadres légaux qui imposent toujours plus de conditions pour accéder aux droits et donc toujours plus de contrôles et de sanctions.

A l'occasion de cette Journée mondiale du refus de la misère, nous voulions interpeller l'opinion publique et les décideurs politiques sur un ensemble de législations qui disent lutter contre la pauvreté mais qui au contraire se retournent contre les plus pauvres et renforcent encore l'insécurité d'existence à laquelle nous sommes déjà terriblement confrontés.

Vers la criminalisation de la pauvreté.

Etude collective présentée lors de la Journée mondiale du refus de la misère 2014.

« C'est de plus en plus difficile de survivre. »

« On est de plus en plus méprisé, condamné, réprimés. »

Résumé.

Les législations actuelles, loin d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres, conditionnent de plus en plus l'accès aux droits et donc à une réelle sécurité d'existence.

Le « plan d'accompagnement des chômeurs », qui s'apparente davantage à une « chasse au chômeur », ou les mesures de répression de la mendicité en sont des bons exemples.

Les plus pauvres qui résistent à la misère avec leurs maigres moyens, transgressent la loi et deviennent donc « hors la loi » ... La pauvreté deviendrait-elle un crime ?

Regard des plus pauvres sur la répression et la 'criminalisation' de la pauvreté

Plus d'info : Journée mondiale du refus de la misère 2014

Perspectives.

Cette approche sur ce qui fait une partie du quotidien des plus pauvres laisse entrevoir la vigilance et la créativité nécessaires pour survivre et résister à la misère. Une approche particulière sur l'arme alimentaire montre comment cela détermine l'insécurité d'existence des plus pauvres.

D'autres acteurs, dont les agriculteurs qui agissent aussi dans ce domaine sont aussi tributaires de mécanismes similaires à ceux qui enferment les plus pauvres dans une oppression croissante.

Les liens contraignants aux mondes des banques et des grands monopoles de l'industrie agroalimentaire imposent des modes de production et de distribution

Comme nous le faisons remarquer dans notre réflexion sur la criminalisation de la pauvreté, "le néo-libéralisme" débridé ne peut se développer que par la généralisation de l'insécurité d'existence pour des parts grandissantes de la population .

Comment faire rupture à cela?

Comment avancer dans une agriculture "durable" qui contribue à la sécurité d'existence de tous ?
Comment renforcer les solidarités humaines indispensables pour résister et innover?

Voir aussi:L'écologisme des pauvres - Une étude des conflits environnementaux dans le monde.

Joan Martinez Alier. Institut Veblen Les petits matins Paris 2011.

- L'emploi, à tou(t)s prix ! ... Et l'économie sociale ? - étude

LST (1er mai 2011)